



Pôle Achats
5, Allées Antonio Machado
31058 Toulouse Cedex 9

MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES

Accord-cadre 2025PFPSBDC029

Location et maintenance d'imprimantes et de multifonctions, fourniture de consommables, logiciels et prestations associées

Cahier des Clauses Administratives Particulières

C.C.A.P.

Table des matières

1. DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1 Objet de l'accord-cadre.....	3
1.2 Mode de passation de l'accord-cadre	3
1.3 Forme de l'accord-cadre	3
1.4 Type d'accord-cadre	3
1.5 Montant de l'accord-cadre.....	3
1.6 Variantes/Prestations Supplémentaires Eventuelles /Options.....	3
1.7 Lieux d'exécution	4
1.8 Durée de l'accord-cadre.....	4
1.9 Description technique de la prestation	4
2. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES.....	5
2.1 Intervenants en charge de l'accord-cadre	5
2.2 Pièces contractuelles.....	5
2.3 Obligation du Titulaire	6
3. DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'EXECUTION	9
3.1 Modalités d'exécution des bons de commande.....	9
3.2 Délai d'exécution	10
3.3 Modification de l'équipe dédiée	11
3.4 Indicateurs et suivi des consommations	11
3.5 Plan de progrès	11
3.6 Engagement de coopération et devoir de conseil	11
3.7 Formes des communications.....	11
3.8 Substitution de matériel.....	11
3.9 Constatation de l'exécution de la prestation	12
3.10 Défaillance du titulaire	12
4. DISPOSITIONS FINANCIERES.....	13
4.1 Avance	13
4.2 Prix	13
4.3 Clause de réexamen.....	14
4.4 Modalités de règlement des comptes	15
4.5 Pénalités	17
5. AUTRES DISPOSITIONS	19
5.1 Assurances	19
5.2 Résiliation du marché	19
5.3 Modifications relatives au titulaire	20
5.4 Langue-Monnaie	20
5.5 Cession et nantissement de créances	20
5.6 Dérogations au CCAG-FCS	21

1.DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet : Location et maintenance d'imprimantes et de multifonctions, fourniture de consommables, logiciels et prestations associées.

1.2 Mode de passation de l'accord-cadre

La consultation relative au présent marché est passée suivant une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 Forme de l'accord-cadre

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire sans minimum et avec un montant maximum, passé en application des articles R2162-1 à R2162-4 du Code de la commande publique.

1.4 Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sera exécuté par émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-2, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

1.5 Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre sera conclu sous la forme d'accord-cadre mono-attributaire avec un maximum de 400 000€ HT sur la durée totale de ce dernier.

1.6 Variantes/Prestations Supplémentaires Eventuelles /Options

1.6.1 Variantes

Les variantes sont interdites.

1.6.2 Prestations Supplémentaires Eventuelles

Sans objet

1.6.3 Options : options au sens de la réglementation européenne

1.6.3.1 Marchés à tranches optionnelles

Sans objet.

1.6.3.2 Marchés reconductibles

L'accord-cadre est reconductible.

1.6.3.3 Marchés pour des livraisons complémentaires

L'accord-cadre prévoit la possibilité de conclure des marchés négociés pour des livraisons complémentaires (article R2122-4 du code de la commande publique).

1.6.3.4 Marchés pour des prestations similaires

L'accord-cadre prévoit la possibilité de conclure des accords-cadres négociés pour la réalisation de prestations similaires (article R2122-7 du code de la commande publique).

1.7 Lieux d'exécution

Ces prestations seront réalisées sur l'ensemble des sites de L'Université Toulouse Jean Jaurès :

- Toulouse (31) Siège social, Campus du Mirail 5 allées Antonio Machado
- Toulouse (31) Antenne 56 rue du Taur
- Toulouse (31) INSPE Saint-Agne, 56 Avenue de l'U.R.S.S
- Toulouse (31) INSPE Croix de Pierre, 181 Avenue de Muret
- Toulouse (31) INSPE Rangueil, 118 Route de Narbonne
- Albi (81) INSPE, 1 rue de l'École Normale
- Auch (32) INSPE, 24 rue d'Embaquès
- Cahors (46) Centre Universitaire, 273 avenue Henri-Martin
- Cahors (46) INSPE, 273 avenue Henri-Martin
- Foix (09) INSPE, 4 avenue Raoul Lafayette
- Montauban (82) INSPE, 76 Boulevard Montauriol
- Montauban (82) ISCID, 116 boulevard Montauriol
- Rodez (12) INSPE, 12 Rue Sarrus
- Tarbes (65) INSPE, 57 avenue d'Azereix
- Blagnac (31) IUT, 1 Place Georges Brassens
- Figeac (46) IUT, Avenue de Nayrac

1.8 Durée de l'accord-cadre

1.8.1 Durée initiale

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un (1) an.

Il prend effet à compter de sa notification par lettre recommandée électronique avec accusé de réception.

1.8.2 Reconduction

L'accord-cadre est tacitement reconductible pour une même durée, soit un (1 an), sans que sa durée maximale, toutes périodes de reconduction confondues, puisse excéder 5 ans. Le nombre de périodes de reconduction est ainsi fixé à quatre (4).

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 6 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

1.8.3 Justification de la durée de l'accord-cadre

Le contrat est conclu pour une durée de 60 mois. Ce cas exceptionnel s'explique notamment par le fait que l'objet du marché nécessite des investissements amortissables sur une durée supérieure à 48 mois.

1.9 Description technique de la prestation

La description des prestations de cet accord-cadre et ses spécifications techniques détaillées sont indiquées au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

2. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

2.1 Intervenants en charge de l'accord-cadre

2.1.1 Université Toulouse Jean Jaurès

Dès la notification de l'accord-cadre, l'université Toulouse II – Jean Jaurès communique au titulaire les coordonnées du référent administratif et/ou technique de cet accord-cadre. Il est l'interlocuteur technique direct du titulaire.

2.1.2 Titulaire

Le titulaire nommera un interlocuteur unique pour suivre cet accord-cadre et plus des personnes qui devra nommer pour la réalisation de cet accord cadre conformément au CCTP.

2.2 Pièces contractuelles

2.2.1 Pièces particulières

En cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissante ci-après :

- L'Acte d'Engagement (A.E.) ;
- La pièce contenant à la fois le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) et le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ;
- Le Cadre de Réponse Partie 1 ;
- Le Cadre de Réponse Partie 2 ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- Les bons de commande.

2.2.2 Pièces générales

- Le Code de la Commande Publique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS arrêté du 30 mars 2021).

Conformément à l'article 4.2.2. du CCAG-FCS, l'exemplaire unique permettant au titulaire de céder ou de nantir des créances sera remis au titulaire, à sa demande et sans frais.

Les exemplaires conservés dans les archives de L'Université Toulouse Jean Jaurès font seule foi. Ils sont signés par un représentant capable d'engager juridiquement l'entreprise titulaire de l'accord-cadre.

2.2.3 Stipulations relatives à l'application générale de vente du titulaire

Toute clause, portée dans le(s) tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

2.3 Obligation du Titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation de résultats il s'engage sur des résultats précis et vérifiables. Il sera en faute s'il n'a pas respecté les résultats sur lesquels il s'est engagé. Il suffit à la personne publique de constater que le titulaire n'a atteint les résultats sur lesquels il s'est engagé sauf en cas de force majeure. En cas de manquement et de problèmes récurrents dans l'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'imposer au titulaire le remplacement de celui-ci.

2.3.1 Organisation commerciale

Le titulaire désignera :

- un interlocuteur dédié à cet accord-cadre qui sera notamment responsable de sa mise en place et du suivi d'exécution des prestations, il participera aux réunions contractuelles et sera l'interlocuteur privilégié du pouvoir adjudicateur.

En cas de manquement et de problèmes récurrents dans l'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'imposer au titulaire le remplacement de celui-ci.

2.3.2 Protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent en la matière au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements en vigueur relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. En outre, le titulaire est tenu au respect des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948)
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949)
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930)
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957)
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951)
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958)
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973)
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999)

Le titulaire avise ses fournisseurs de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et qu'ils restent responsables du respect de celles-ci.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution de l'accord-cadre en fournissant, sur simple demande de L'Université Toulouse Jean Jaurès, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées.

2.3.3 Protection de l'environnement

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions des articles 7 et 20.2 du CCAG-FCS et du Décret n°2021-254 du 9 mars 2021 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées.

Le titulaire devra respecter :

- Respect du code du travail et environnement
- Matériels conformes aux normes environnementales en vigueur : Energy Star, EPEAT, etc.

2.3.4 Protection des données à caractères personnel

2.3.4.1 Relations précontractuelles

Dans le cadre des relations précontractuelles et durant la procédure de marché, le candidat s'engage à gérer les données personnelles des interlocuteurs de L'Université Toulouse Jean Jaurès d'une manière conforme à la réglementation de protection des données (Loi informatique et libertés, ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des

données). En conséquence le candidat transmettra au pouvoir adjudicateur la mention d'information de protections de données (article 12 du Règlement général sur la protection des données « **RGPD** ») et les modalités d'exercice de droit engendrées dans le cadre de sa gestion administrative de notre dossier de consultation des entreprises (DCE)

2.3.4.2 Relations contractuelles

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, (« **RGPD** »), et la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative aux fichiers, à l'informatique et aux libertés (« **Loi informatique et libertés** »).

A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est prohibée.

Le pouvoir adjudicateur a désigné un Délégué à la protection des données (dpo@univ-tlse2.fr) afin de l'associer à tous les sujets relatifs à la protection des données à caractère personnel et contrôler le respect de la réglementation précitée.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données à caractère personnel en lien avec le pouvoir adjudicateur, notamment à l'égard des personnes physiques identifiées ou identifiables placées sous sa responsabilité, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur une documentation lui permettant d'être informé de l'existence de ces activités de traitement et d'en apprécier la conformité, en termes de respect des exigences de la réglementation et de garanties pour la protection des droits des personnes concernées et de la sécurité de leurs données.

Cette documentation doit comporter les informations suivantes :

- le nom et les coordonnées du titulaire et, le cas échéant, du nom et les coordonnées de ces sous-traitants au sens article 28 du règlement UE 2016/679, et les coordonnées de votre délégué à la protection des données lorsqu'il en a désigné un ;
- les finalités du traitement ;
- une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales conformément au chapitre V transfert de données personnel vers des pays tiers ou à des organisations internationales ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, ainsi que les documents attestant de l'existence de garanties appropriées conformément au chapitre V transfert de données personnel vers des pays tiers ou à des organisations internationales ;
- les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles ;
- le cas échéant, les noms et coordonnées des sous-traitants et sous-traitants ultérieurs (au sens du Code de la commande publique) réalisant des activités de traitement pour le compte du titulaire.

Le titulaire doit agir selon les instructions données par le pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de la mise en œuvre du traitement.

Le titulaire informe immédiatement le pouvoir adjudicateur lorsqu'il considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD, de la Loi informatique et libertés, ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des données.

2.3.5 Conformité des fournitures

Le titulaire est tenu livrer des fournitures respectant strictement toutes les normes françaises et européennes édictées en la matière.

Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date de vente ou de livraison des fournitures.

Le titulaire, en sa qualité d'expert et de professionnel est garant de la qualité des prestations qu'il commercialise et du respect des normes françaises et européennes par ses fournisseurs.

Accord-cadre 2025PFPSBDC029 : Location et maintenance d'imprimantes et de multifonctions, fourniture de consommables, logiciels et prestations associées

Dans l'hypothèse où, pendant la période d'exécution de l'accord-cadre, de nouvelles dispositions normatives ou réglementaires entreraient en vigueur, les fournitures devront être adaptées afin d'être conformes à ces nouvelles dispositions.

En cas de non-conformité des fournitures, ceux-ci seront retournés au fournisseur et remplacés par des articles conformes aux produits demandés, sans incidence financière.

2.3.6 Confidentialité et mesures de sécurité

L'exécution du présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue l'article 5 du CCAG-FCS.

Aussi, le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets, qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel. Ils ne peuvent pas être transmis sans autorisation, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'Université, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

Cette obligation s'étendant de la même manière à ses personnels, sous-traitants, intermédiaires éventuels ou autres tiers avec lesquels il est en relation, de quelque manière que ce soit, il lui appartient de recueillir leur engagement explicite de respecter strictement la confidentialité de ces données dans le cadre du présent marché.

Le non-respect de ces obligations est susceptible de justifier la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans préjudice d'éventuelles suites judiciaires.

3.DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'EXECUTION

Les prestations devront être conformes aux stipulations du cahier des charges (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

3.1 Modalités d'exécution des bons de commande

3.1.1 Prestations courantes et prestations de remise en état

Les prestations de service seront commandées par Bons de Commande traditionnels sur les bases du BPU.

Les prestations courantes feront l'objet d'un bon de commande annuel.

3.1.2 Détail du bon de commande

Le titulaire peut s'assurer de l'identité et de la qualité du signataire de la commande en s'adressant au Pouvoir Adjudicateur.

Tout bon de commande émanant de l'Université Toulouse Jean Jaurès permet d'obtenir les conditions prévues au présent accord-cadre et doit comporter les mentions ci-dessous :

- le nom ou la raison sociale du titulaire,
- la référence de l'accord-cadre,
- la référence à la commande : date et numéro du bon de commande,
- la nature des prestations,
- le lieu de la prestation (adresse et n° de contact)
- la désignation et l'adresse de l'ordonnateur du bon de commande,
- le montant HT
- le taux et le montant de la T.V.A.
- le montant total des chèques à livrer

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.



Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur de chaque membre du groupement pourront être honorés par le ou les titulaires de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à vérifier que les bons de commande comportent toutes ces informations et notamment les adresses de facturation. Tout bon de commande ne remplissant pas ces conditions devra être retourné au service émetteur. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation lors de la réalisation des prestations ou de la facturation s'il n'a pas procédé à ces vérifications avant de traiter la commande.

Le titulaire prendra contact avec l'émetteur du bon de commande pour résoudre les problèmes relatifs à la disposition, disponibilité et accessibilité des locaux liés à des conditions particulières d'exécution des prestations.

Le titulaire n'a pas le droit d'exiger un minimum de commande.

3.1.3 Modification du bon de commande

Si le titulaire propose des modifications, le bon de commande ne devient définitif que si l'université exprime son accord dans un délai de 8 jours après réception de la contre-proposition. En l'absence d'un tel accord dans le délai imparti, ou si un refus est formulé, le bon de commande est réputé annulé.

Le titulaire s'engage à fournir, au plus tard à la livraison, toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et à un fonctionnement correct du matériel livré et à sa maintenance. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

3.2 Délai d'exécution

3.2.1 Début de la prestation

3.2.1.1 Période de déploiement

Le titulaire s'engage à respecter les dates convenues et à mettre tous les moyens nécessaires à la finalisation du déploiement sur l'ensemble des sites avant le 30 Novembre 2025.

3.2.1.2 Début des prestations

Le déploiement devra être finaliser l'ensemble des sites avant le 30 novembre 2025 pour que les prestations débutent au 1^{er} décembre 2025.

3.2.2 Au fur et à mesure des besoins

Le délai de mise en ordre de marche commence à courir à compter de la date indiquée dans le bon de commande correspondant, ou à défaut à compter de la date de notification de celui-ci.

3.2.3 Délai relatif au transfert de compétence

Les formations liées au transfert de compétence ont lieu dans le délai indiqué par le Titulaire dans son offre, au niveau de l'Acte d'Engagement, qui ne peut être supérieur à 10 jours à compter de la notification de la mise en ordre de marche (MOM).

Les formations liées au transfert de compétence ont lieu après installation et configuration complète des matériels et logiciels.

3.2.4 Délais relatifs aux formations

Les formations des utilisateurs ont lieu dans le délai indiqué par le Titulaire dans son offre, au niveau de l'Acte d'Engagement qui ne peut être supérieur à 15 jours à compter du démarrage de la VSR.

3.2.5 Délai d'intervention dans le cadre de la maintenance préventive

Les délais sur lesquels s'engage le Titulaire à respecter les délais mentionnés à l'article 2.4.4 du CCTP.

Le délai d'intervention commence à courir à compter de date et de l'heure à laquelle un dysfonctionnement est signalé au Titulaire, y compris en cas d'alerte automatisée.

3.2.6 Autres délais

Les délais liés aux prestations associées de déménagement, de réparation ou d'enlèvement sont ceux indiqués par le titulaire dans son offre, au niveau de l'acte d'engagement.

3.2.7 Prolongation des délais

Conformément aux articles 13.3.1 et 13.3.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution.

Accord-cadre 2025PFPSBDC029 : Location et maintenance d'imprimantes et de multifonctions, fourniture de consommables, logiciels et prestations associées

Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel : motif de la non livraison et fournir la preuve de ses recherches.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, il dispose, à cet effet, d'un délai de 10 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Par dérogation à l'article 13.3.3. du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de dix jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire, pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Conformément à l'article 13.3.4. du CCAG-FCS, aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

3.3 Modification de l'équipe dédiée

Le Titulaire avise immédiatement l'UT2J, par courrier ou courriel avec accusé de réception, si l'un des membres de l'équipe dédiée désignée dans l'offre du Titulaire n'est plus en mesure d'assurer sa mission. Le Titulaire propose un remplaçant dans un délai de 7 jours calendaires à compter de cette information. La personne remplaçante doit avoir une expérience et des compétences équivalentes.

3.4 Indicateurs et suivi des consommations

Le Titulaire produit les indicateurs et données de consommations exigés dans le CCTP ainsi que celles proposées dans son offre.

3.5 Plan de progrès

Au regard des indicateurs, des remontées du terrain et de son expérience, le Titulaire fournit, au minimum annuellement, des indicateurs de progrès qu'il juge en adéquation avec la politique et la stratégie de UT2J.

Le Titulaire propose annuellement un plan de progrès afin de diminuer les coûts des consommations de l'Université.

3.6 Engagement de coopération et devoir de conseil

Pendant toute la durée du contrat, le Titulaire est tenu à une coopération étroite et régulière avec l'UT2J, notamment dans le cadre du suivi d'exploitation. Il est également tenu à un devoir de conseil sur l'organisation, les matériels et les logiciels les mieux à même de répondre au besoin de l'Université.

3.7 Formes des communications

Les communications entre le Titulaire et l'UT2J pourront s'effectuer soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par courrier électronique.

3.8 Substitution de matériel

Les fournitures (matériels, équipements et consommables...) référencés au présent accord-cadre peuvent être remplacés, à tout moment, par des fournitures d'un niveau qualitatif équivalent ou supérieur après accord de l'Université dans les conditions précisées dans le CCTP.

L'Université dispose d'un délai d'un mois pour rendre son avis sur la demande de substitution. Passé ce délai, la demande est réputée rejetée.

3.9 Constatation de l'exécution de la prestation

3.9.1 Opération de vérification soumises à MOM, VA et VSR

La constatation de l'exécution de la prestation par dérogation aux articles 27 ; 28 ; 29 et 30 du CCAG-FCS.

3.9.2 Mise en ordre de marché (MOM)

Les matériels et logiciels faisant l'objet d'installation, de paramétrage et de personnalisation conduisent à l'établissement d'un PV de mise en ordre de marche remis par le Titulaire à l'UT2J.

La mise en ordre de marche est notifiée par le Titulaire à l'UT2J dès que tout est livré, installé, configuré et prêt à être réceptionné.

La documentation associée aux prestations doit être mise à disposition au plus tard à la mise en ordre de marche.

Avant la mise en ordre de marche, les essais suivants sont effectués par le Titulaire :

- Test de toutes les possibilités des matériels (impression, copie, scan, fax)
- Test des compteurs de pages N&B, couleur, % RV à partir de documents tests
- Test de libération des travaux (impression, copie) par badge ou code
- Test de papier (normal, recyclé, A4, A3)
- Test de supervision des matériels
- Test de relevé des compteurs et informations nécessaires à la production des indicateurs.

3.9.3 Vérification d'aptitude (VA) en bon fonctionnement

La vérification d'aptitude au bon fonctionnement démarre lorsque le Titulaire notifie à l'Université la mise en ordre de marche.

Elle a pour objet de constater que les éléments livrés présentent les caractéristiques techniques et fonctionnelles qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le Contrat et l'offre du Titulaire.

Les tests sont effectués par l'UT2J en coopération avec le Titulaire selon un plan de tests élaboré conjointement.

L'Université dispose d'un délai de 15 jours après la mise en ordre de marche pour prononcer sa décision. Le cas échéant, si les formations liées au transfert de compétence n'ont pas été dispensées avant la mise en ordre de marche, le point de départ du délai imparti à l'Université pour prendre sa décision de vérification d'aptitude est la date d'achèvement de l'ensemble des formations.

La décision de l'UT2J donne lieu à un procès-verbal soit :

- Un procès-verbal de vérification d'aptitude positive : UT2J peut prononcer la réception avec ou sans réserve ;
- Un procès-verbal de vérification d'aptitude négative, auquel est jointe la liste des motifs. UT2J prend une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement ou de rejet, le Titulaire propose à UT2J une nouvelle date de MOM dans un délai de 10 jours.

3.9.4 Autres opérations de vérifications

Par dérogation aux articles 27 ; 28 ; 29 et 30 du CCAG-FCS, UT2J dispose d'un délai de 30 jours pour procéder aux opérations de vérifications et prononcer sa décision, d'admission, de rejet, d'ajournement ou de réfaction.

3.10 Défaillance du titulaire

En cas de défaillance du titulaire, L'Université Toulouse Jean Jaurès pourvoit, compte tenu de l'urgence, à l'exécution de la prestation auprès d'un autre fournisseur, aux frais et risques du titulaire du présent accord-cadre, étant entendu que les frais supplémentaires qui pourraient en résulter par rapport aux prix du contrat, seront facturés au titulaire.

4.DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Avance

4.1.1 Conditions de versement et de remboursement

Conformément de l'article R2191-16 et R2191-3 du Code de la commande, une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Conformément de l'article R2191-7 du Code de la commande publique modifié par le décret 2024-1251 du 30 décembre 2024-article 1, le taux de l'avance est fixé à 5%.

Lorsque le titulaire ou son sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise (PME), le taux de l'avance est porté à 30%.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R2191-6, R2193-10 et R2193-17 à R2193-21 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

4.1.2 Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

4.2 Prix

4.2.1 Caractéristiques des prix pratiqués

L'accord-cadre est conclu à partir

- ✓ des prix indiqués au B.P.U. (certains prix peuvent être forfaitaires ou à prix unitaires)
- ✓ du devis

Les prix sont fermes et définitifs la première année.

Le prix facturé doit être conforme au bon de commande.

Les prix sont exprimés hors TVA, en euros exclusivement.

La taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) est celle en vigueur au jour de la réalisation des prestations.

4.2.2 Contenu de chaque prix

Le prix est établi en euros, HT et TTC, dans les conditions économiques correspondant à la date limite de remise des offres.

Les prix sont réputés comprendre toute charge fiscale, parafiscale ou autres (y compris tous frais liés aux opérations de dédouanement) frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous frais afférents à l'emballage, à la manutention- main d'œuvre, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison et d'installation (franco de port), et également, tous frais administratifs (y compris continuité de service), d'équipements des agents et de gestion (y compris les réunions).

Les frais liés à la fabrication, l'émission, la personnalisation et la livraison des titres sont inclus dans le prix du marché.

4.3 Clause de réexamen

4.3.1 Variation des prix

Les prix sont fermes pendant la première année de l'accord-cadre. En cas de reconduction, ils pourront être révisés à la date anniversaire selon les modalités ci-après.

4.3.2 Modalités de révision des prix

Les prix sont ajustables à la hausse comme à la baisse en fonction de l'évolution du tarif public initial du titulaire (tarif en vigueur à la date limite de remise des offres).

Chaque nouveau tarif accepté par le pouvoir adjudicateur sera considéré comme tarif contractuel de référence dans le cadre de l'exécution du marché.

Les prix de règlement des produits, objet du marché, sont établis à partir des tarifs H.T. du titulaire en vigueur à la date de notification de la commande.

Dans tous les cas, le titulaire est tenu de transmettre ses tarifs successifs au Pouvoir Adjudicateur avec un préavis de 2 mois avant la date effective d'entrée en vigueur.

Le titulaire du marché transmettra les prix révisés par courrier électronique du Pôle Achats de L'Université Toulouse Jean Jaurès (achats@univ-tlse2.fr).

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels si le Pouvoir Adjudicateur n'a pas fait d'observation dans les 2 mois qui suit leur date de réception.

4.3.3 Clause limitative

La clause limitative dite « butoir » s'applique : l'évolution des prix de règlement résultant de l'ajustement effectué en référence à l'évolution tarifaire du titulaire tenant compte de l'évolution économique sera limitée à une augmentation de 5 % maximum par année d'exécution.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec le titulaire de l'accord-cadre le pourcentage de variation des prix. Pour ce faire, il se basera sur l'évolution de l'**identifiant 001565183 - indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008**

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de demander au titulaire les raisons expliquant l'évolution des prix.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, L'Université Toulouse Jean Jaurès se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent marché si l'augmentation moyenne annuelle des prix nets est supérieure à 5 %.

Toutefois, pour tenir compte des délais d'organisation d'une nouvelle consultation, le marché sera prorogé d'un trimestre avec l'application d'une hausse limitée à 2.5 % sur les prix unitaires pour les seuls besoins correspondants à la période considérée.

4.3.4 Théorie de l'imprévision

Cette théorie pourra être mise en place conformément à l'article L.6 3° du Code de la commande publique dès lors que survient un événement extérieur aux parties, temporaire, imprévisible et bouleversant l'équilibre du contrat et imprévisible au moment de la passation du contrat.

Le titulaire doit être en mesure d'établir que l'événement a « bouleversé l'économie du contrat » : un simple manque à gagner ne suffira pas.

L'indemnité à laquelle pourra prétendre le titulaire n'équivaudra pas à une garantie de recettes. La perte subie par le titulaire devra être la conséquence d'événements extérieurs aux parties et ne donc être intégralement supportée par l'Université Toulouse Jean Jaurès.

Accord-cadre 2025PFPSBDC029 : Location et maintenance d'imprimantes et de multifonctions, fourniture de consommables, logiciels et prestations associées

L'Université Toulouse Jean Jaurès indique au titulaire l'accord-cadre qu'il ne devra pas cesser ses prestations au prétexte d'un événement imprévisible rendant impossible l'exécution normale de l'accord-cadre s'il veut pouvoir prétendre à une application éventuelle de la théorie de l'imprévision.

L'accord-cadre sera considéré comme bouleversé lorsque le montant des charges liées aux circonstances imprévisibles atteindra environ 1/15ème du montant initial HT de l'accord-cadre.

4.4 Modalités de règlement des comptes

Le règlement est effectué, **après « Service fait ».**

4.4.1 Transmission dématérialisée de la facturation

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.



Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Le portail est gratuit.

Si le titulaire n'a pas de compte sur le portail CHORUS PRO (DGFIP), il devra préalablement en créer un et l'activer.

Les factures seront au format PDF.

Afin de faciliter la mise en place de la procédure de dématérialisation, une aide technique est proposée et mise à disposition sur <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques>.

4.4.2 Mentions obligatoires

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

Université Toulouse - Jean Jaurès (UT2J) ;

Le nom et l'adresse du service de l'Université ayant passé la commande ;

Le nom, l'adresse et la raison sociale du créancier, titulaire de l'accord-cadre ;

Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;

- ✓ Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- ✓ Le numéro du compte bancaire ou postal
- ✓ Le numéro de l'**Accord-cadre 2025PFPSBDC029** et l'objet de celui-ci ;
- ✓ La nature des prestations réalisées
- ✓ La date de facturation ;
- ✓ La désignation de l'organisme débiteur ;
- ✓ La date d'exécution des prestations ;
- ✓ Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- ✓ Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de la passation de la commande et directement liés à l'accord-cadre ;
- ✓ Le montant total HT des prestations exécutées ;
- ✓ Le montant total TTC des prestations exécutées ;

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- ✓ Identifiant de la structure publique :
SIRET UT2J : 19311383400017
- ✓ Code service : voir bon de commande
- ✓ Numéro d'engagement juridique : Indiqué sur le bon de commande

Pour les relances et suivi comptable, communication de référents du titulaire du marché dédiés à l'Université.

Sont désignés pour les règlements :

- Ordonnateur :

Madame la Présidente de L'Université Toulouse Jean Jaurès

- Comptable assignataire des paiements :

Monsieur l'Agent Comptable de L'Université Toulouse Jean Jaurès

4.4.3 Echelonnements des paiements

Sans objet

4.4.4 Délai de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement est fixé à 30 jours (article R. 2192-10 du Code de la commande publique).

Conformément aux articles R.2192-31, R.2192-32, R.2192-35 et R. 2192-36, en cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

4.4.5 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée. En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

4.5 Pénalités

Des pénalités, sans mise en demeure, peuvent être appliquées au titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels.

Elles sanctionnent l'inexécution des prestations et la mauvaise exécution des prestations résultant du marché.

Elles s'appliquent dès le lendemain du terme d'un délai ou par simple constat.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

Toutes les pénalités sont cumulables.

S'il y a relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire de chaque accord-cadre encourt une pénalité sans mise en demeure préalable

4.5.1 Pénalités pour retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt les pénalités fixées au tableau des pénalités ci-après.

Pénalité encourue sur le manquement constaté	Occurrence	10 €	20 €	30 €	50 €
Retard de livraison des matériels	Jour ouvré de retard				X
Retard d'intervention (maintenance)	Heure ouvrée de retard		X		
Retard de résolution d'une panne (maintenance)	Heure ouvrée de retard			X	
Retard de remplacement machine en cas d'indisponibilité (maintenance)	Jour calendaire de retard				X

4.5.2 Pénalités pour non-respect du cahier des charges

Lorsque le titulaire ne respecte pas le cahier des charges, celui-ci encourt les pénalités fixées au tableau des pénalités ci-après.

Pénalité encourue sur le manquement constaté	Occurrence	80 €	150 €	Autres valeurs
Facturation erronée	Constat			10 % de la valeur TTC de la commande concernée (forfaitaire)
Livraison d'un matériel non-paramétré en amont	Constat		X	
Manquement sur l'un des points du cahier des charges	Constat	X		

4.5.3 Défaillance du titulaire

En cas de défaillance du titulaire, l'Université Toulouse – Jean Jaurès prendra en charge, en raison de l'urgence, l'exécution de la prestation par un autre fournisseur, aux frais et risques du titulaire du marché. Les frais supplémentaires qui pourraient en découler par rapport aux prix du contrat seront facturés au titulaire.

4.5.4 Pénalité pour travail dissimulé

Conformément à l'article 93 de la loi N°2011-525 du 17 mai 2011, une pénalité peut être infligée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Le montant de cette pénalité est égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

5. AUTRES DISPOSITIONS

5.1 Assurances

En application du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit donc justifier, dans un délai de 5 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 5 jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire est responsable, **tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels**, des dommages de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'Université Toulouse Jean Jaurès, les personnels et occupants de l'Université ou des tiers pourraient être victimes ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution du marché sur le site précisé ci-dessus.

A ce titre et pendant toute l'exécution du marché, le titulaire assumera les conséquences de toutes dégradations de son fait ou de celle de ses préposés, et procédera aux réparations sans délai.

5.2 Résiliation du marché

5.2.1 Cas général

Le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché conformément aux articles L6 et L 2195-1 à 6 du code de la commande publique.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS., en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

Conformément à l'article 41 le pouvoir adjudicateur peut résilier cet accord cadre pour faute du titulaire.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur fera exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 11.3.7 du CCAG-FCS.

5.2.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparté un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de

renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

5.3 Modifications relatives au titulaire



Toute modification relative à la situation juridique et bancaire du titulaire devra être impérativement transmise au Pôle Achats : achats@univ-tlse2.fr.

5.3.1 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le Pouvoir Adjudicateur par écrit et communiquer un extrait K bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

5.3.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire

Le transfert de l'accord-cadre à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire doit en informer le Pouvoir Adjudicateur dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales et sociales ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- Un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- Un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société correspondante ;
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché accepté par le Pouvoir Adjudicateur fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

5.4 Langue-Monnaie

Les correspondances relatives à ce marché sont exclusivement rédigées en français.

Concernant la documentation, elle sera acceptée en langue anglaise.

La monnaie de compte est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation d'échange.

5.5 Cession et nantissement de créances

Les créances résultant du présent marché peuvent être cédées ou nanties par le titulaire.

Conformément aux articles R.2191-46, R.2191-48, R.2191-50, R.2191-51, R.2191-52 et R.2191-53 du Code de la Commande Publique, l'acheteur remet au titulaire, à sa demande, soit une copie de l'original du présent marché revêtue d'une mention dûment signée par lui indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire afin de lui permettre de céder ou de nantir des créances résultant ce marché, soit un certificat de cessibilité.

5.6 Dérogations au CCAG-FCS

Les dérogations aux CCAG-FCS, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article du C.C.A.P.	déroge à l'article du CCAG FCS
2.1	4
3.1.2.2	13.3.2
4.3.3	42
4.5	14
5.4.1	42